

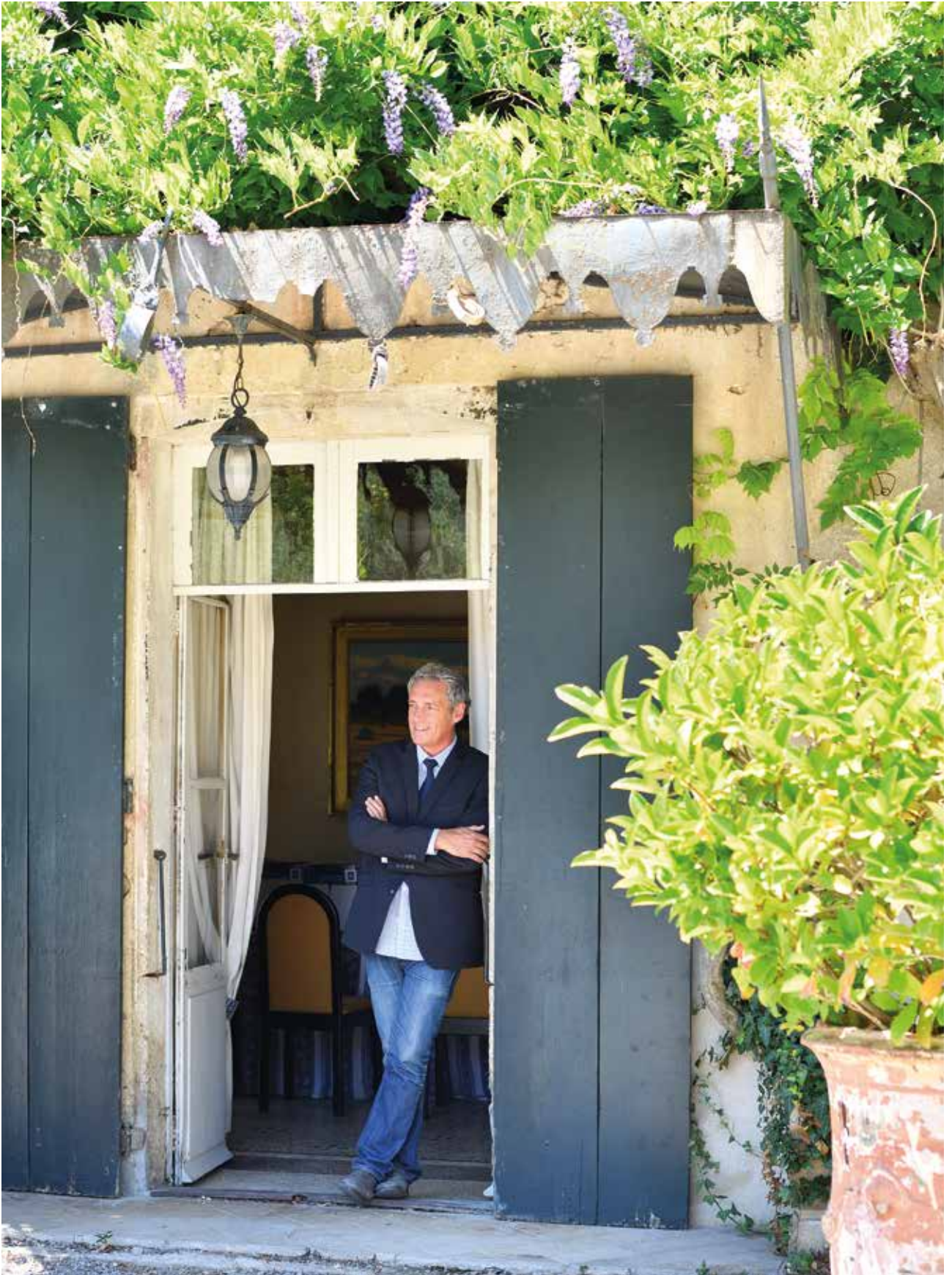


INTERVIEW

Philippe Saurel **Le maître du jeu**

"Il ne faut jamais laisser subsister un désordre, car on n'évite point la guerre, on ne fait que la retarder à son propre désavantage".

Cette phrase tirée du chapitre consacré aux principautés mixtes dans "Le Prince de Machiavel" pourrait illustrer ce qu'il s'est produit la semaine dernière à la Métropole avec le remplacement de sept vice-présidents. Soutien d'Emmanuel Macron, sans être membre de La République En Marche, Philippe Saurel positionne désormais ses pions en parallèle de la mécanique nationale avec toutefois la volonté de rester souverain dans son royaume plutôt que seigneur d'un Jupiter, qui pourrait un jour tomber en disgrâce. Le changement à la tête de l'exécutif métropolitain est un coup politique violent et froid donnant le ton pour les deux prochaines années. Par ce mouvement, Philippe Saurel entend rester le maître du jeu en lançant lui-même les batailles à venir qui n'auront qu'un unique objectif : ses réélections à la Ville et la Métropole.



Les législatives ont conclu une séquence importante pour notre pays. Quel regard portez-vous sur les changements opérés ?

Ce sont d'énormes changements au niveau national. Emmanuel Macron, le président de la République, a réussi son pari. Plus de 300 députés, qui lui assurent une majorité confortable à l'Assemblée nationale, ont été élus, souvent d'ailleurs des hommes et des femmes qui n'avaient jamais fait de politique, devant des candidats sortants, voire des personnalités nationales. C'est un renouvellement très profond du Parlement qu'a engendré l'élection d'Emmanuel Macron. Car c'est son élection qui a permis cela, il ne faut pas se mettre un voile sur les yeux. La République est ainsi faite. Lorsque les députés sont élus après le président de la République, c'est l'enchaînement des deux élections qui fait que les Français donnent au président une nouvelle majorité. C'est pour ça que je suis un peu opposé à la Ve République dans cette forme-là. J'aimerais qu'elle soit modifiée sur ce point et que l'élection des députés se fasse avant. Cela permettrait à des députés très impliqués dans les territoires de pouvoir être élus pas seulement sur une marque ou un logo... Si les élections législatives avaient été faites avant l'élection du président Macron, le résultat aurait été tout autre.

Comme jugez-vous le début de mandat d'Emmanuel Macron ?

Il fait un sans faute. D'abord, il s'acharne à répondre au programme qu'il a proposé aux Français et il a été particulièrement brillant sur des rendez-vous internationaux qui l'ont positionné comme une personnalité référente dans le monde entier. Que ce soit son rendez-vous avec Trump, les paroles qu'il a prononcé à son égard sur la COP 21, le rendez-vous devant l'exposition Pierre le Grand à Versailles avec Vladimir Poutine. Il n'a pas faibli. Il a montré de la France un visage conquérant, de résistance, d'avant-garde et de dynamisme. Il a pour lui la jeunesse et les Français sont heureux d'avoir un président de 39 ans. Il a aussi une espèce de promiscuité, de proximité, de complicité avec les Français, qui rappelle un peu ce que nous faisons à Montpellier, quand il fait de la boxe ou utilise un fauteuil adapté pour les personnes handicapées qui jouent au tennis. Il a une façon de faire de la politique qui n'est pas traditionnelle. Même s'il a utilisé de grands symboles empruntés à l'histoire de France, notamment cette marche très lente dans la cour du Louvre ou la descente des Champs-Élysées en véhicule militaire qui faisait référence à de Gaulle. Et puis quand il pince l'oreille de Gérard Collomb : c'est le signe qu'utilisait Bonaparte pour saluer ses généraux. Il y a une référence historique qui est très forte et il y a cette jeunesse et cet allant qui fait que dans un esprit

assez œcuménique dans le rapport gauche/droite, il arrive à proposer aux Français de nouvelles décisions qu'il avait portées durant sa campagne.

Le socialisme est ma philosophie. Mais un socialisme éclairé, tolérant, non dogmatique, ouvert sur le monde.

Vous avez souhaité donner à vos groupes à la Ville, à la Métropole et au Département une coloration La République En Marche. Pourquoi ?

Et apparentés ! D'abord sur le groupe de la Ville : j'ai transformé, et l'ensemble des élus a été unanimement d'accord avec ma proposition, le groupe Montpellier Citoyens en Montpellier La République En Marche. On l'a transformé car l'aventure d'Emmanuel Macron n'est pas sans comparaison possible avec celle que nous avons menée. Je n'ai pas exigé que tout le monde soit membre de LREM ! Moi le premier, je n'en suis pas membre. Dans le groupe de la Ville, il y a des membres du mouvement LREM, qui n'est pas un parti et reste un mouvement à l'heure où je vous parle, et d'autres qui ne font partie de rien du tout et qui ont des sensibilités politiques très différentes. Moi je garde ma sensibilité de gauche, socialiste, et je n'en dérogerai pas. Le socialisme est ma philosophie. Mais un socialisme éclairé, tolérant, non dogmatique, ouvert sur le monde. Pas un socialisme rabougri, resserré autour de l'appareil et pas en direction des citoyens.

Vous n'avez pas peur de retomber dans une chapelle alors que vous vous disiez libre avant ?

Je ne suis pas membre de LREM. Je garde toute ma liberté. LREM, pour moi, n'a pas de connotation comme peut l'avoir Les Républicains ou le PS. C'est un mouvement citoyen à la base. Donc, nous sommes plus proches de ce mouvement que d'une structure partisane. C'est un mouvement et il convient pour nous, avec toutes les différences qu'il peut y avoir dans notre majorité. Pour ce qui est de la Métropole, j'ai encore d'avantage ouvert le compas puisque non-seulement le groupe s'appelle LREM, mais en plus il intègre, comme à l'Assemblée nationale d'ailleurs, des apparentés. C'est à dire ceux qui ne veulent pas être carrément dans



le mouvement LREM mais qui sont Macron-compatibles, qu'ils soient de gauche ou de droite. Le cas du maire de Cournonterral, Thierry Bresse, est très évocateur. Il était avec moi chez Manuel Valls, il est membre du PS et il est Macron-compatible, donc il est dans les apparentés. C'est tout à fait ouvert comme groupe. Pour ce qui est du conseil départemental, Michèle Dray, présidente du groupe, a créé le groupe LREM car les huit conseillers ont adhéré au mouvement.

Tout le monde reconnaissait le bon fonctionnement du système en place à la Métropole. Craignez-vous une cassure ?

Pas du tout. La Conférence des maires continue. Le Pacte de Confiance des maires n'a aucune relation avec la formation des groupes puisqu'il y avait déjà trois groupes politiques. Je vous ferais remarquer que je n'ai jamais trahi le Pacte de confiance des maires. On ne peut pas dire la même chose de beaucoup de maires qui, dans l'affaire Gianiel/Rico, ne l'ont pas respecté. Donc ceux qui donnent des leçons sont priés de d'abord se regarder dans la glace.

Ils n'ont pas été écartés. Ils n'ont pas souhaité poursuivre dans la direction que j'ai donnée.

Reconnaissez-vous le côté politique du changement et la "violence" que cela peut représenter pour les vice-présidents écartés ?

Ils n'ont pas été écartés. Ils n'ont pas souhaité poursuivre dans la direction que j'ai donnée. Et quand vous êtes président d'une institution, vous ne pouvez pas continuer à travailler avec des vice-présidents qui ne partagent pas les orientations politiques, que vous donnez à la structure. Comment pourrais-je poursuivre avec René Revol quand il fait un procès à la Métropole ? Il dit qu'il ne fait pas de procès





à la Métropole, qu'il le fait seulement au Partenariat Public Privé avec Bouygues (NDLR : pour la gare de la Mogère). Mais qui finance le PPP ? La Métropole, à hauteur de 100 M€. Donc, c'est jouer sur les mots. Il perd le procès et il fait appel pour des raisons politiciennes, pour valider ce que fait le groupe France Insoumise du Conseil régional. Qui fait de la politique ?

Restera-t-il président de la Régie Publique de l'Eau ?

Bien sûr que non. La délégation intègre toute la politique de l'eau et de l'assainissement. C'est un tout.

Pour beaucoup de conseillers, il y a quand même quelque chose qui s'est brisée au sein de l'assemblée. Est-ce que vous sentez le besoin de regagner une confiance ?

Beaucoup de journalistes et de commentateurs de la vie publique pensaient que j'allais me casser la figure dans cette élection en faisant réélire sept vice-présidents, et qu'il y aurait un différentiel de deux-trois voix dans le meilleur des cas. Cela a été corné à grand renfort de tambours par certains vice-présidents et certains maires qui ont intérêt à déstabiliser la structure. Moi, je regarde les résultats : l'écart entre ceux qui souhaitaient le maintien des vice-présidents et ceux qui souhaitaient le changement est de 20 à 30 voix, c'est à dire 1/3 de l'assemblée en plus de ma majorité, ce qui est énorme ! L'assemblée métropolitaine m'a fait confiance aux deux tiers sur le remplacement des vice-présidents. Ce n'est pas une petite majorité à trois voix, c'est une grosse majorité. Cela veut dire que j'ai la confiance de la grande majorité des élus.

Le prochain changement à venir sera Saurel IV à la Ville. Quel sera son objectif ?

Mettre en conformité l'exécutif de la Ville jusqu'aux élections municipales de 2020. J'avais l'intention de le faire en juin, puis j'ai pensé qu'il valait mieux réorganiser l'exécutif de la Métropole d'abord. J'ai donc priorisé la Métropole. Cela se comprend car une grande partie des fonctions sont à la Métropole. Je fais une parenthèse sur les possibles modifications des collectivités territoriales : j'ai voté pour. Si l'élection du président de la Métropole se fait au suffrage universel, il me paraissait quand même intéressant d'avoir un exécutif qui me suive et qui ne me tire pas dessus ! C'est la logique politique qui correspond d'ailleurs à ce que veut le gouvernement même s'il n'a pas demandé aux métropoles de créer des groupes LREM dans les exécutifs. Mais combien y-a-t-il de Métropoles qui sont majoritairement LREM ? Il n'y a que Montpellier. Même à Lyon, il n'y a pas de groupe LREM. Il y a un petit groupe à Strasbourg. Montpellier est la première ville à avoir fait la mutation. Que la Métropole suive la mutation de la Ville, puisque nous

sommes le groupe majoritaire et les plus représentés à l'intérieur de l'assemblée, ne me paraît pas aberrant. Avant de faire Saurel IV j'ai donc priorisé la métropole.

Une date pour Saurel IV ?

J'avais évoqué septembre ou octobre, mais je pense que ce sera d'avantage décembre-janvier... Le temps de mettre la structure sur les rails avec le changement de vice-présidents à la métropole. Et puis le temps d'avoir un recul sur un certain nombre de conflits sur lesquels je veux avoir des résultats tangibles au niveau juridique qui me permettent de décider des futures délégations et rôles des élus à l'intérieur de la majorité.

Quand vous parlez des conflits...

Il y a quelques procès en cours. J'attends leurs résultats pour clarifier l'exécutif et pour ne pas mettre les élus de la Ville dans des situations personnelles inconfortables. Donc, je pense que la sagesse serait de faire Saurel IV en décembre-janvier-février. Nous serons à deux ans des élections municipales. Après, à part une ou deux modifications à la marge, je pense que ce sera l'exécutif qui ira au combat en 2020.

Quel regard portez-vous sur votre première partie de mandat ? Des choses dont vous êtes particulièrement satisfait ? D'autres que vous regrettez ?

Je ne regrette rien du tout, j'ai fait un sans faute. On a fait un sans faute... J'ai réalisé les 15 propositions pour la Ville que j'ai toujours sur mon bureau (Il saisit son tract de la campagne municipale et détaille).

-Stop à l'augmentation de la fiscalité : 4ème exercice où nous maintenons les taux à 0 %. Nous sommes la seule Métropole et Ville en France à l'avoir fait.

-Un territoire économique renforcé : Capitale santé, French Tech, les écosystèmes...

-Régie publique de l'eau : c'est fait.

-Sécurité : 50 policiers supplémentaires, plus 1,6 M € pour la vidéosurveillance, plus un PC mobile, c'est réalisé.

-Qualité de la ville : parc Montcalm protégé, stade du père Prévost, c'est fait.

-Tramway pour tous : 1 € le voyage avec le ticket de 10 voyages à 10 €, plus la diminution de 245 € à 196 € pour les jeunes de 16 à 25 ans qui n'était pas dans mon programme et que j'ai fait.

-Réforme des rythmes scolaires, gratuité pour les familles de Montpellier : c'est fait.

-Montpellier, ville connectée : c'est fait.

-Montpellier, ville propre : il faut encore travailler un peu parce que l'on peut faire mieux et l'on va y arriver jusqu'à la fin du mandat.

-Un centre ville réparé : Laissac, 4e ligne du tramway, Courreau, Grand'rue, Figuerolles, Peyrou et j'en oublie.
-Justice sociale, lutte contre les discriminations : c'est réalisé.
-Culture : sur le tract, j'ai mis "culture pour tous" mais je pourrai faire un document entier sur tout ce que l'on fait en culture, avec en plus le transfert des compétences du

**J'ai fait ce que
j'avais promis aux
Montpelliérains.
Donc, en effet, Je n'ai
aucun regret.**

département.

-Environnement : sur les espaces naturels, nous sommes la seule métropole qui dit clairement dans le SCOT que nous préservons 1/3 de notre surface pour l'environnement et l'agriculture urbaine et on a signé le pacte de Milan.

-Urbanisme durable et développement urbain : je viens d'en parler mais là aussi je rappelle la phrase "Un modèle de développement plus sobre et plus intense, économe en espace et en énergie". C'est à dire du réalisme sans sacrifier l'architecture.

-Le sport en libre service : alors là, le sport, vous pouvez passer partout et voir que tout a été boosté.

Voilà, ça fait 15 propositions pour la ville...

Donc aucuns regrets sur ces promesses...

J'ai fait ce que j'avais promis aux Montpelliérains. Donc, en effet, je n'ai aucun regret. Et on a encore des travaux à faire sur l'organisation des chantiers, des travaux sur la propreté à augmenter. On va faire cette année le premier budget participatif avec les conseils de quartier qui vont proposer leurs projets et que l'on intégrera dans le budget



2018. Et dans le même temps : fabrication de la Métropole, du Parlement des territoires, du G6. J'ai fait élire 45 élus au conseil municipal, 27 adjoints, sept vice-présidents de la Métropole, huit conseillers départementaux et une députée et un député suppléant... En trois ans et sans parti politique.

Vous avez réussi à ne pas augmenter les taux. Mais avec les mesures gouvernementales qui seront prises, notamment la suppression de la taxe d'habitation, et malgré les comptes sains présentés par Max Lévia, doit-on craindre sous la prochaine mandature, que ce soit vous ou quelqu'un d'autre, une forte augmentation de ces taux ?

Les mesures proposées par le gouvernement sont prévues pour les années 2019-2020, en fin de mandat des municipales. Donc, nous aurons avec France Urbaine, avec l'Association des maires de France, avec également les ministères, avec lesquels j'ai de très bonnes relations, les discussions nécessaires dans l'élaboration du processus. Je dirai ce que j'en pense. Pour l'instant, il n'y a rien qui bouge.

Est ce que l'on peut résumer une partie de votre rôle de maire comme d'être un super VRP pour Montpellier ?

Oui. Sur l'international par exemple. Je suis allé en Russie : les Russes reviennent en Octobre. Chantal Marion a fait du très beau travail sur l'économie. Sur le sport, nous allons être un site authentifié pour le Mondial féminin en 2019. J'ai recruté Philippe Lucas pour que l'on ait des Montpelliérains dans la piscine olympique de Tokyo. Oui, il faut être un peu VRP pour vendre le territoire, bien sûr !

Dans le précédent mandat, on peut mettre à l'actif du gouvernement socialiste notre retrait de titre de capitale régionale. Je l'ai pris comme un résultat assez logique de leur réflexion bien que, dans le document constitutif, la métropole de Montpellier était totalement oubliée, elle n'était même pas citée. Cela ne leur a pas porté chance car aujourd'hui le PS n'existe plus et le gouvernement a été laminé. Et si certains ministres ont réussi à s'en sortir, c'est parce que LREM n'a pas mis contre eux de candidat. Quand on arrive d'une situation d'omniprésence politique, où on fait marcher la guillotine en permanence pour exclure ceux qui militent et qu'on se retrouve à mendier une investiture, je comprends le désarroi, mais c'est un peu ce qu'on a cherché. Il y avait d'autres façons de procéder avec Montpellier, seule ville de gauche de Nice jusqu'à Bordeaux. Maintenant, il ne faut pas qu'ils pleurent. Ce qu'il se passe est normal et cela va s'accroître. Quand je suis rentré au conseil municipal, j'étais le plus jeune et c'est moi qui scrutais le jour des votes des élus pour les élections municipales de 1995. J'étais

conseiller municipal de base, j'avais les archives comme délégation et les restaurants scolaires, et un jour lors d'un bureau municipal, je me suis approché de Georges Frêche et lui ai dit : "Monsieur le maire, il se passe ça, ça et ça". Il m'a dit : "Saurel, ici, on ne pleure pas, on combat". Je vous assure que depuis 1995, je n'ai plus posé la question parce que je connaissais la réponse. Et la réponse, je la mets tous les jours en application. Je ne suis pas un maire qui gouverne d'un hôtel particulier du XVIe arrondissement avec trois ordinateurs et quatre conseillers choisis sur le haut du panier. Je suis un militant.

il y a toujours dans la politique française un ancien aspect conservateur : pas de vague, le ventre mou du championnat, l'édredon, la guimauve, l'ouate...

La phrase de Georges Frêche rappelle celle de Jean-Luc Meissonnier lors du conseil de Métropole lorsqu'il a demandé aux vice-présidents "d'arrêter de faire les pleureuses" et de démissionner...

Absolument. Quand on fait de la politique, on connaît les enjeux, on connaît les risques. Si le monde politique dans son ensemble ne prend pas souvent de décisions comme celle que j'ai prise à la Métropole, c'est parce qu'il y a toujours dans la politique française un ancien aspect conservateur : pas de vague, le ventre mou du championnat, l'édredon, la guimauve, l'ouate... Moi j'ai tendance à dire que dans un contexte comme celui que nous traversons, et surtout quand nous sommes pourvus d'une majorité forte, il convient de décider. Et quand on décide, il y a des contents et des mécontents. De toute façon, j'ai de la politique une vision Jauréssienne, on va le dire comme ça. J'accomplis jusqu'au bout ma mission.

 @CédricNithard



Destitution : entre amertume et déception, ils ne mâchent pas leurs maux

Le 5 juillet, Philippe Saurel a destitué 7 vice-présidents pour en faire élire 8 autres qui ont aussitôt rejoint son nouveau groupe politique, largement majoritaire, République En Marche et apparentés. Ou comment réintroduire la politique au sein d'une assemblée qui fonctionnait jusqu'alors en dehors des clivages. Les élus destitués ont vidé leurs sacs. Morceaux choisis.

Le conseil extraordinaire de la métropole du 5 juillet a laissé des traces. Des plaies... La destitution des 7 vice-présidents a sans aucun doute fragilisé la confiance entre l'exécutif et une partie des conseillers de la collectivité. Et même les relations des élus entre eux... Rappelons en effet que les 91 conseillers ont du voter, au cas par cas, pour ou contre la destitution des vice-présidents qui sont redevenus "simples" conseillers... Dans chacun des votes, 1/3 des élus se sont prononcés pour le maintien. Pas de quoi faire vaciller la

confortable majorité de Philippe Saurel et son "contingent" montpellierain... Mais on peut se poser des questions sur les conséquences de cette manœuvre sur le fonctionnement futur de l'assemblée.

En attendant, les vice-présidents destitués se sont exprimés sans mâcher leurs maux : incompréhension, amertume, déception... Inquiétude aussi, sur l'avenir de l'intercommunalité. Morceaux choisis :

Renaud Calvat, maire de Jacou, vice-président délégué suppléant service public de l'eau :

Le maire de Jacou ne fait pas partie des vice-présidents destitués, mais il a pris la parole pour évoquer son malaise : "Ce moment est très difficile à vivre pour moi comme pour beaucoup d'autres maires... La construction de cette métropole reposait sur la confiance, et plus précisément sur le Pacte de confiance que vous avez mis en place, Monsieur le président, et sur la conférence des maires. Je pense que l'obligation d'adhérer à un groupe ne signifie pas forcément que l'on veut continuer à fonctionner sur la confiance... Je le regrette. Je me demande si nous pourrions continuer à travailler comment avant, selon un vrai mode de gestion en commun".

LES 7 VICE-PRÉSIDENTS DESTITUÉS :

René Revol (FI), maire de Grabels, délégué au service public de l'eau : "Pour participer à la gouvernance de la Métropole, il faut désormais faire partie d'un groupe politique. Je crains qu'appartenir ou non à ce groupe force la métropole à jouer un autre jeu que celui de l'intercommunalité... Dans la façon dont vous vous comportez aujourd'hui, il y a une sorte de positionnement politique. Mais vous choisissez vos positions de manière opportuniste : un jour pro-Valls, un autre pro-Juppé ou pro-Mélenchon, puis pro-Macron. Je ne veux pas trahir mes électeurs qui ne m'ont pas choisi sous une étiquette qui n'est pas la mienne. Je n'adhère pas à vote groupe : je garde mes valeurs et je me sou mets pas".

Isabelle Touzard (DVG), maire de Murveil-les-Montpellier, déléguée agro-écologie et alimentation : "Je ne comprends pas cette sanction. Pourquoi me destituer ? Que me reprochez vous ? Ai-je commis des erreurs ? Ai-je faillit ? Oui ou non ? J'ai toujours respecté l'intérêt général dans mes fonctions, sans tirer la couverture pour ma commune, mais

je constate que Murviel ne compte pas dans la métropole. Je ne peux pas rejoindre votre groupe sans trahir mes électeurs, donc je ne participe pas à cette démocratie de façade. Aujourd'hui, le miroir est cassé... Je suis également déçu par l'homme. Vous n'avez même eu le courage de m'appeler pour me le dire. J'ai appris ma destitution dans la presse".

Michelle Cassar (DVG), maire de Pignan, délégué énergie et transition énergétique :

"La création de votre groupe n'est qu'une manœuvre opportuniste à laquelle je n'adhère pas. C'est un chantage que l'on peut résumer ainsi : "Prends tes indemnités et tais toi" ! Je me sens trahie : vous affaiblissez le principe de coopération intercommunale et le Pacte de confiance que j'ai ardemment soutenu est aujourd'hui détruit. En destituant des vice-présidents pour des raisons politiques, vous brisez le consensus qui régnait au sein de l'assemblée... Si Emmanuel Macron n'avait pas gagné, vous ne l'auriez pas fait ! Votre démarche est celle d'un président qui se sent affaibli et en danger. De plus, cela compromet la liberté d'action de la métropole. Si demain le gouvernement prend des décisions qui vont contre nos intérêts, vous serez quand même obligé de le soutenir".

Cyril Meunier (DVG), maire de Lattes, délégué au traitement des déchets :

"Rompre avec 52 années de coopération intercommunale est dangereux et inédit. Pourquoi cette destitution ? Je me retrouve mis au ban avec les autres vice-présidents et je me dis pourquoi ? Nous n'avons pas de réponses cohérentes de votre part. Alors, concrètement, où est le manque de confiance que vous évoquez pour vous débarrasser de nous ? C'est incroyable ! On fait du bon boulot, la métropole fonctionne bien sans chapelles politiques, alors où sont les explications ? Je ne veux pas rejoindre un groupe politique qui, dans cette assemblée, va monopoliser la gouvernance de la métropole et confisquer l'esprit de l'intercommunalité".

Catherine Dardé (LR), adjointe à Castelnau-le-Lez, 1ère vice-présidente : "Je ne vous reconnais pas. Par cette manœuvre, vous tournez le dos à tous les principes que vous avez porté jusqu'alors. Vous êtes devenu un autre homme. Vous êtes le seul président de métropole, en France, à avoir fait ce choix de politiser l'institution... Vous brisez le Pacte de Confiance des maires et surtout, vous bafouez et vous blessez les villages et les villes de la métropole".

Pierre Bonnal (PS), maire du Crès, délégué aux Ressources Humaines : "Vous me destituez et je me dis, mais qu'ai-je bien pu faire ? Aujourd'hui, pour la première fois dans cette assemblée, j'ai l'impression d'être dans un tribunal. On dirait le remake du procès de Moscou, ou de Prague. Je ne l'aurais jamais cru : voir un procès politique à la métropole ! Mais je ne me soumettrai pas et je ne me coucherai pas".

Jean-François Audrin (LR), maire de Saint-Georges-d'Orques, délégué Biodiversité et Culture Scientifique :

Il est le seul des 7 vice-présidents concernés à avoir choisi de démissionner avant le conseil extraordinaire du 5 juillet : "Durant de nombreuses années, nous avons travaillé en bonne intelligence. Nous avons fait des choses fantastiques. Quelques soient les raisons qui vous ont poussés à faire ce choix, quel gâchis. Quel gâchis, monsieur le Président, quel gâchis... Pour ma part, je ne veux pas devenir un marcheur. J'ai préféré démissionner car je suis maître de mes décisions. Je n'ai pas à attendre la décision d'un conseil qui se prend pour un tribunal. Quel gâchis..."

 @GilMartin

8 NOUVEAUX VICE-PRÉSIDENTS ÉLUS :

- Jackie Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry, 1ère Vice-Présidente,
- Gilbert Pastor, maire de Castries,
- Annie Yague, Adjointe au maire de Montpellier,
- Jean-Marc Lussert, maire de Prades-le-Lez,
- Mylène Fourcade, Adjointe au Maire de Fabrègues,
- Thierry Breysse, Maire de Courmonterral,
- Valérie Barthas-Orsal, Adjointe au Maire de Montpellier,
- Pierre Dudieuzère, Maire de Vendargues.

Un exécutif constitué de 9 femmes et 11 hommes :

Jackie Galabrun-Boulbes, Max Lévida, Stéphanie Jannin, Gilbert Pastor, Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Bernard Travier, Jean-Pierre Rico, Rabii Yousous, Jean-Luc Meissonnier, Annie Yague, Jean-Marc Lussert, Mylène Fourcade, Chantal Marion, Noël Segura, Régine Illaire, Thierry Breysse, Valérie Barthas-Orsal, Pierre Dudieuzère, Eliane Lloret.